

# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 20 NOVEMBRE

N° 184

ANTILLES 2 F FRANCE

Pour la construction

d'un parti ouvrier

révolutionnaire en

Martinique et en

Pour l'émancipation

Pour la reconstruc -

de

de

Guadeloupe.

des peuples

Guadeloupe.

Martinique et

tion de la IVéme

Internationale.

Editorial

MORT DE BREJNEV : DISPARI TION DU CHEF D'UNE GRANDE **PUISSANCE QUI NE REPRÉSENTE** PAS LE SOCIALISME.

Grandioses obsèques que celles de Léonide Brèjnev en URSS.

Tous les «grands» de ce monde, chefs d'état et de gouvernement des pays impérialistes sont venus pour rendre hommage au chef de l'une des deux grandes puissances du globe. On est loin de l'époque où l'état des ouvriers et des paysans qui a donné naissance à l'URSS était combattu, vilipendé, haï, et mis en qua-rantaine par tout le monde impérialiste qui tenta alors vainement de l'abattre.

Aujourd'hui l'URSS n'est plus un état ouvrier révolutionnaire mais bien un état ouvrier dégénéré qui joue le jeu politique du monde impérialiste et qui supprime à l'intérieur de ses propres frontières les mêmes libertés élémentaires que l'impérialisme refuse à la grande majorité des peuples du Tiers Monde.

L'URSS est connue pour être le pays du manque de liberté, celui des goulags et des asiles psychiatriques celui où il ne fait pas bon être en désaccord avec le régime en place.

Oui tout cela est vrai.

Mais pour des centaines de millions d'êtres humains qui vivent dans la zone contrôlée et dirigée par l'impérialisme il ne fait pas bon non plus s'opposer aux régimes dictatoriaux en place.

Ceux qui sont trop heureux de constater qu'au nom du communisme l'URSS exerce une dictature contre les peuples feraient bien de se taire ou de tenter de dire la vérité.

Il n'y a pas plus de liberté en «occirideau de fer.

Les seules régions du monde où existe un semblant de liberté démocratique sont précisément celles qui sont riches d'avoir exploité et d'exploiter encore, de piller les trois quarts de la planète. Mais pour un peu de liberté élémentaire, pour quelques droits démocratiques qui existent aux États-Unis ou en France combien de «goulags», de prisons, de disparus y-a-t-il en Amérique Latine, en Afrique du sud en Haïti ou en Inde ? Combien de victimes de la pauvreté causée par le pillage du Tiers-Monde.

L'URSS n'est pas plus le symbole de la liberté ou de l'émancipation que les USA ou que n'importe quelle autre démocratie dans le monde.

La bureaucratie qui a usurpé le pouvoir au cours des années 20 et 30 en URSS, au détriment de la classe ouvrière, n'est pas plus soucieuse de liberté et

(Suite page 2).

### POINTE-A-PITRE : LES CRS RÉPRIMENT BRUTALEMENT UNE MANIFESTATION **PÊCHEURS**



Mardi 16 novembre, une délégation du syndicat FO des marins pêcheurs s'est rendue, au siège de l'administration maritime, afin de réclamer la satisfaction de leurs revendications. On sait que depuis l'affaire des pêcheurs arraisonnés dans les eaux d'Antigue, le monde de la pêche est un peu en effervescence en Guadeloupe. D'abord parce que pendant un certain temps un bon nombre de pêcheurs n'avaient pas pris la mer, ce qui eut pour conséquence une baisse de leurs revenus.

Et, de plus, cette affaire a fait rebondir d'autres problèmes relatifs à l'organisation de la pêche en Guadeloupe, à l'importance du rôle à payer annuellement. Ce sont donc toutes ces questions que les pêcheurs voulaient discuter avec les représentants de l'administration maritime ; tôt, sur la darse, près du bâtiment administratif ils s'étaient réunis, plusieurs centaines, pour entreprendre une action de protestation. C'est pendant que plusieurs marins pêcheurs montaient dans les bureaux que les CRS arrivèrent sur les lieux et firent sortir les pêcheurs sans ménagement et même très brutalement;

Une échauffourée assez violente s'en suivit. Près d'une dizaine de personnes furent copieusement tabassées par les CRS, à coups de crosse de fusils.

Des grenades lacrymogènes furent lancées pour disperser la foule et Ferdinand Quilin, représentant syndical FO fut emmené en garde à vue au commissariat central de Pointe-à-Pitre : il fut libéré quelque temps après. Des négociations immédiates s'ouvrirent à la sous-préfecture, car le sous-prefet, Hugodot, était là - c'est même lui qui a ordonné aux CRS d'intervenir -

Raymond Viviès, vice-président du Conseil général, et élu de la droite à Pointe-à-Pitre, et la présidente du même conseil Lucette Michaux Chevry arrivèrent sur les lieux, comme par hasard se posant en «sauveur» de la situation ils proposèrent rapidement une rencontre à la sous-préfecture entre les représentants des pêcheurs et l'administration, en leur présence...

Si certains marins pêcheurs applaudirent les propos de Viviès qui tentait de tirer le meilleur parti de l'événement, d'autres, manifestaient, en murmurant, leur désapprobation . «missié, ka vine chèché dé voix pou élections la» ou bien : «si missié aimé marins péchè, ké i ba yo toute lagen à la sodeg la i volé la».

Cependant, dans le courant de la matinée, les marins pêcheurs et la population qui sont restés en piquet sur les lieux commen-

Suite page 3

### MARTINIQUE

# LA MOBILISATION SE POURSUIT A SUNWIND ENERGIES. LES OUVRIERS DONNENT LE TON

En grève depuis le vendredi 5, les 20 ouvriers de la Sunwind-Energies sont toujours engagés dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existance.

Après quatre réunions paritaires, la discussion n'a toujours pas évolué, les patrons Suisses opposant aveuglément un refus têtu aux revendications ouvrières.

Il faut rappeler que la grêve a commencé, suite à une tentative des patrons de lock-outer deux des délégués syndicaux de l'entreprise. La riposte a été immédiate. La grève a été décrétée dès le lendemain. Et dès le lundi, les patrons cédaient et réintégraient les ouvriers suspendus. Mais dans leur foulée, les ouvriers remettaient à jour leur cahier de revendications, et exigeaient

des patrons une réunion pour mettre au clair le problème de la classification, de la nouvelle grille de salaire, de l'application de la convention collective de la Métallurgie,

A ce jour, le résultat des différentes rencontres syndicat ouvriers, patrons, n'a toujours rien fait avancer.

Sur le projet de classification que présentent les ouvriers, les patrons refusent deux propositions dont l'une concerne l'un des délégués syndicaux.

Quant à la grille de salaire, alors que les ouvriers font la concession de son application seulement dans 3 mois et que l'inspection du travail propose elle, 6 mois, les patrons de la Sunwind, eux, voudraient son application en Juin, c'est-à-dire dans 8 mois.

Sur la question de la Convention collective, ils prétendent ne pas y être affiliés, l'inscription de leur entreprise à l'INSSE s'apparentant aux énergies nouvelles et non à la

Pour le 13e mois ils persistent à vouloir garder l'ancienne méthode qui consiste à attribuer une prime en fin d'année compte tenu du rendement de l'ouvrier et de l'appréciation, que eux patrons ils portent, quant à la docilité de l'ouvrier.

Tout cela dit bien l'entêtement des patrons à ne vouloir rien céder pour l'instant.

Ces messieurs poussent l'arrogance jus-

### INTERVENTION RADIO-DIFFUSÉE DE GÉRARD

### BEAUJOUR AU NOM DE COMBAT OUVRIER SUR

### FR3 MARTINIQUE

Je vous demanderai tout d'abord de bien vouloir m'excuser pour ne pas avoir pu m'adresser à vous il y a 3 semaines.

Je n'ai pu à ce moment-là m'adresser à vous car selon la direction de FR3, il y a des choses qu'on ne peut pas dire à la radio d'état. Par exemple, il est interdit de désigner nommément les békés!

Pourtant, cette caste fait bien partie de l'histoire de la Martinique. Elle en fait partie tant et si bien qu'on ne peut pas éviter de mentionner les cas d'André Aliker et de Lubin par exemple.

André Aliker, journaliste assassiné en 1934 pour avoir révélé les combines et les corruptions des békés.

Lubin, dont la condamnation injuste par un tribunal blanc en 1870 fut la cause de l'insurrection du Sud de la Martinique.

Aliker et Lubin deux martiniquais, parmi tant d'autres qui ont été réprimés par les capitalistes locaux, les békés.

Alors non ! On ne peut pas éviter de parler d'eux. On ne peut pas éviter de

parler de cette caste qui domine la vie économique de la Martinique, et de l'île sœur, la Guadeloupe. On ne peut pas éviter de parler des rois de l'import-export, des maîtres de la terre, de tous ceux qui accumulent des milliards sur le dos des travailleurs des villes et des champs!

Depuis maintenant plusieurs semaines, Fougainville, (Rivière-Pilote), à Pain de Sucre (Sainte-Marie), à Fonds Nicolas (au Robert), des dizaines de jeunes agriculteurs ou chômeurs occupent des terres en frîches.

Ils occupent car ils veulent de la terre pour travailler et il n'y en a pas!

Ou plutôt, il y en a, mais à Rivière-Pilote, comme au Robert, comme à Sainte-Marie, comme partout ailleurs en Martinique, les terres appartiennent aux békés!

Les terres leur appartiennent, comme le commerce de gros, comme une bonne part de l'hôtellerie et de l'immobilier, comme l'embryon d'industrie qui existe ici.

Oui, les jeunes ont raison d'occuper les terres. Et il faudra entre autres choses que l'administration explique pourquoi il a été possible en Guadeloupe de faire une réforme foncière touchant à 11.000 hectares de terres, et pourquoi cette réforme foncière est impossible ici. Est-ce parce que l'on ne veut pas toucher à un mêtre carré des accapareurs de terres que sont les békés ?

Et c'est pour cela qu'aujourd'hui nous ne sommes pas d'accord avec le PPM qui veut aller voir «ce que les békés ont dans le ventre». Quel accord recherchent Darsières et les autres dirigeants du PPM, quel nouveau pacte avec l'usine ils tentent de mettre sur pied, nous ne le savons pas !

Par contre ce que nous savons, c'est qu'il faut à ce pays non plus des hommes et des femmes qui mendient, mais des hommes et des femmes qui ont décidé de s'attaquer aux biens des riches : c'est le cas des occupants du Robert, de Sainte-Marie et de Rivière-Pilote.

Eux n'ont pas cherché à savoir ce qu'il y a dans le ventre des békés : ils savaient où étaient leurs biens et ont commencé à prendre ce qui leur revenait.

### LA ROUTE DU RHUM:

# LA COURSE

Les beaux voiliers de la Route du Rhum sont déjà en pleine mer, et les radios et la presse nous apprennent tout ce qu'on peut savoir sur les prouesses et les avatars de Gauloises - IV, William Saurin - le cassou-

**AU PROFIT** 

let - ou Elf Aquitaine. Le saussisson, la boîte de conserve, et la lessive rivalisent d'audace et d'ingéniosité pour avoir le vent en poupe ! «Allez Brise, allez Pallasset», dit on en Guadeloupe, «Brise, la lessive qui sent si bon le propre», qui depuis le début de la course envahit les rayons des super marchés.

Finalement, ces bâteaux aux formes stupéfiantes, si chers, si fragiles, à la pointe de la technique sont toujours utilisés pour les mêmes vieux intérêts : ceux des capitalistes.

#### **MARTINIQUE**

### TRINITÉ:

### GRÈVE A LA CITÉ SCOLAIRE

Les élèves de la Cité Scolaire de Trinité se sont mis en grève à partir du mardi 16 Novembre et ont fait une manifestation dans les rues de Trinité mardi matin.

Cette grève a été déclenchée pour protester contre les mauvaises conditions de travail dans l'établissement. Les élèves dénoncent:

- le manque de professeurs,
- le manque de matériel,
- le manque d'électricité dans certaines parties de l'établissement,
- le manque d'étanchéité : certaines salles coulent ce qui peut provoquer des risques d'électrocution,
  - le manque de salles de permanence,

- la nourriture incorrecte de la cantine. Un comité de lutte comprenant plus de 25 personnes a été élu. Les lycéens sont actuellement en négociation avec l'administration pour obtenir des améliorations à cet

La grève de la Cité Scolaire s'inscrit dans un mouvement plus vaste de grève des lycéens qui a touché le lycée technique et le LEP du Lamentin. Toutes ces grèves ont lieu pour les mêmes raisons : manque de matériel, manque de professeurs. Les élèves montrent qu'ils ne sont pas déterminés à accepter l'austérité dans l'éducation. Ils méritent le soutien de tous.

### MARTINIQUE

### CÉSAIRE A LA TÉLÉVISION

C'est une émission de 1 heure et 20 minutes que FR3 a consacré à Aimé Césaire le mardi 16 Novembre. Sous le titre de «Césaire ou le chemin de lumière» cette réalisation de la journaliste Marie-Josée ALLE s'est présentée comme une rétrospective de la vie de l'homme politique martiniquais, avec de nombreux poèmes extraits de «Cahier d'un retour au pays natal» dits par Joby Bernabé.

Une telle démarche se comprend dans la mesure où Césaire déclarait lui-même au début de l'émission : «Je suis fondamentalement un poète. Il y a l'action. Il y a la gesticulation sociale. L'important n'est pas là. Il est dans la poésie».

Mais si Césaire se définit avant tout comme un poète, il n'empêche, comme il le dira plus tard, qu'il a joué un rôle central dans la vie politique : «J'ai assumé la condition martiniquaise, le peuple martiniquais».

Et c'est justement sur l'action politique de Césaire que les socialistes révolutionnaires que nous sommes portent les plus larges réser-

«J'ai aidé le petit peuple. . . C'est du concret», voilà ce que déclare Césaire au cours de son intervention. Et la caméra de le montrer longuement parmi les employés municipaux, s'intéressant aux travaux menes. Et Césaire dit lui-même à ce moment : «. . . le socialisme, c'est une régie municipale».

Cette affirmation de Césaire n'est pas fortuite, dans la mesure où elle a été déjà émise à plusieurs reprises, dans la mesure où la Mairie de Fort-de-France a été souvent présentée par Césaire et par le PPM comme

Depuis près de 40 ans, depuis 1945 exactement, Césaire se trouve à la tête de la Municipalité. Sur de nombreux points, on peut constater une différence avec les autres mairies de la Martinique.

Il y a un peu plus de démocratie qu'ailleurs. La marche de la vie communale n'est pas caractérisée par la dictature du maire sur ses administrés. Parallèlement, il y a eu des réalisations municipales malgré l'hostilité et du pouvoir colonial, et de la majorité de droits du Conseil Général, qui a souvent défavorisé Fort-de-France en la privant de

Mais après cela, que reste-t-il?

Il reste que la démocratie foyalaise a existé à l'ombre du pouvoir colonial. Celuici a permis que dans un nombre réduit de ses colonies on concède un peu de pouvoir à une élite noire. Mais son pouvoir est resté tel

Et le pouvoir colonial, pendant ces 37 années d'après la deuxième guerre mondiale, a permis aux gros, aux riches de prospérer, de faire fructifier leurs biens pendant que l'embryon d'économie productive volait en éclat et que 200.000 martiniquais et autant de guadeloupéens chassés par le chômage vivent aujourd'hui en France.

Et aujourd'hui que nous propose celui qui par nationalisme a rompu avec le Parti Communiste Français en 1956 : de nous rallier au char du pouvoir français de gauche incarné par Mitterrand.

Et il est remarquable donc que le nationaliste se soit transformé en ardent défenseur de l'état français qui même avec Mitterrand demeure sans conteste un pouvoir colonial

Demain, poussé par la crise, ce pouvoir colonial peut se mettre à réprimer la population en lutte.

Que fera Césaire ? Il protestera peutêtre ? Oui, mais il n'aura surtout pas préparé la population à affronter les dangers à venir ! Il ne lui aura surtout pas dit que pour défendre ses intérêts, elle aura à se battre!

Le programme de Césaire est tout autre : se contenter de la place que l'impérialisme français, par le biais de Mitterrand, veut bien lui faire à la tête de la Martinique.

Les travailleurs eux ont bien autre chose à gagner : ils ont à se préparer aux temps durs qui viennent ; ils ont à se préparer à lutter pour un pouvoir qui soit authentiquement le leur, et pas celui d'une fraction de la petite-bourgeoisie «évoluée».

«Ni pouvoir blanc, ni pouvoir de l'élite noire : le pouvoir aux noirs pauvres». C'était une inscription qui était montrée pendant le film. Catte phrase illustre bien ce qui nous sépare de Cásaire.

Jacques Bruel.

#### MARTINIQUE

### LE PRIX

### **DU RENIEMENT**

Dans le "Progressiste" du mercredi 10 novembre, dans un article intitulé : La terre aux paysans productifs; LOUISE-ALEXAN-DRINE Christian tient un discours pour le moins révélateur de ses nouvelles intentions

Sur trois colonnes à la une de l'hebdomadaire du P.P.M, LOUIS-ALEXANDRI-NE, l'un des démissionnaires du GRS, et de la couvée récemment installée au P.P.M, se dévoile à son tour.

Dans son article, apparemment favorable à un changement des structures foncières en Martinique, c'est très volontiers que LOUISE-ALEXANDRINE fait référence pêlemêle aux études de la D.D.A ou encore aux textes de lois, concernant les possibilités de mise en valeur des terres incultes, en permettant : " de mettre la terre à la disposition de ceux qui peuvent la travailler". Il y prétend même, que : "Ttout le monde sait que les békés vouent une haine mortelle au gouvernement de F. Mitterrand.

Tout ceci pour conclure sur un ton très menaçant, indiquant que le P.P.M ne soutiendra aucune initiative qui tentera de : "mettre en difficulté le gouvernement de F. Mitterrand, sous lequel affirme t-il, il est plus facile d'occuper des terres "que sous Giscard".

La volte-face de LOUISE-ALEXAN-DRINE, témoigne de son adhésion rapide, aux idées bourgeoises sur la question de la propriété. Car réclamer la terre seulement pour "aider au développement d'une classe paysanne moyenne instruite" est révélateur d'un engagement qui n'est pas aux côtés de ceux qui sont les plus pauvres.

Une autre préocupation de Louise Alexandrine souligne le légalisme total de l'ex-dirigeant du G.R.S., et sa soumission au pouvoir officiel, car dit-il : "obliger certains propriétaires à cultiver...C'est la préoccupation du Préfet CHEVANCE".

On le voit donc, l'abandon du terrain révolutionnaire laisse bien peu de possibilités à ceux qui désertent le camp des travailleurs, car il n'existe point de voie intermédiaire entre les travailleurs et les capitalistes. Et c'est bien cette démonstration que nous font les démissionnaires du G.R.S.

Les privilèges et l'oligarchie, ne peuvent cohabiter avec la justice sociale mais bien, contre toute justice sociale.

La démarche de LOUISE-ALEXAN-DRINE, n'est qu'une manière "nouvelleformule" de tenter de faire passer des idées vieilles comme la société bourgeoise. Et là, bien loin d'avoir réussi à faire briller le vieux blason capitaliste, il a par contre révélé ses nouvelles ambitions d'être l'un des appuis conservateurs sur lesquels misent désormais les tenants du pouvoir.

Jacque Bruel.

### SUITE DE L'EDITORIAL

de l'avenir de l'humanité que ne l'est l'impérialisme. Les crimes et les atteintes aux

libertés des uns servent de faire valoir aux autres.

Sa liberté, son émancipation l'espèce humaine l'obtiendra par sa propre lutte consciente et celle-ci passe aussi bien par la destruction du pouvoir impérialiste qui régit le monde que par la défaite de cette bureaucratie dont le plus grand crime est d'avoir falsifié le beau mot de communisme créant le doute et le scepticisme dans les masses humaines. Mais l'humanité a su trouver la réponse à son propre problème d'évolution face au développement du capitalisme, elle saura mettre en pratique ses propres découvertes pour créer un monde nouveau, fraternel.

#### MARTINIQUE

#### LES OCCUPATIONS DE TERRES

#### **SE POURSUIVENT**

Après la fièvre des premièrs jours, l'agitation semble être retombée sur les affaires d'occupation des terres en Martinique. Mais il n'en reste pas moins que les occupations continuent.

Nous sommes ainsi allés sur l'habitation de l'Anse Charpentier, au quartier Pain de Sucre, à Sainte-Marie, où une vingtaine d'agriculteurs occupent les terres appartenant au béké De Gentile.

Ces terres formaient une propriété de plus de 120 hectares, plantées en bananes jusqu'en 1979. Depuis le cyclône, la terre n'a pas été replantée. Elle était déclarée zone Non Constructible sur le Plan d'Occupation des Sols de Sainte-Marie.

Et brusquement les agriculteurs ont appris que 9 hectares allaient être viabilisés pour que l'on bâtisse un lotissement. C'est ce qui a poussé les petits paysans du quartier à occuper les terres de l'habitation.

Dans un premier temps, les propriétai-

res ont traduit les occupants devant le tribunal des référés, mais eux-mêmes ont brillé par leur absence à l'audience.

Par la suite, la plainte a été retirée, et il semble que les propriétaires veulent rétrocéder finalement le terrain à la SAFER.

Les occupants ne sont pas opposés à une telle éventualité qui leur permettrait soit de louer soit d'acheter leur terre, ce qui légaliserait leur occupation actuelle.

Il convient cependant de demeurer prudent face à une telle éventualité. Rien ne dit que les békés dans un premier temps ne jouent pas la carte de l'apaisement. Cela leur permettrait de voir venir et de ne rien faire qui puisse permettre au mouvement de s'étendre. Et rien ne dit que par la suite, forts de leurs droits de propriétaires ils ne fassent expulser les occupants.

Les occupants doivent avoir en tête cette future éventualité, s'ils ne veulent pas être surpris demain. A eux de s'y préparer.

### **POINTE-A-PITRE:** LES CRS RÉPRIMENT BRUTALEMENT UNE MANIFESTATION DES PÊCHEURS (Suite de la page 1)

taient, outrés en visiblement en colère, l'attaque brutale des CRS.

Un marin pêcheur déclara : «yo kimbé moin, yo ban moin (en montrant les hématomes) coups crosse, min en cètin ni yonne ki pé ka mangé pendant dé, troi jou, passe, en fend guèle aille bien. Cé pou i songé cé on neg ki fai-ye sa».

D'autres personnes s'exclamaient : «cé cé blan la ki té kiouè nèg jodi la», ou bien «si nou té save yo té armé, nou té ké vini armé

. . . «Lé nou kaille en lan mè : nou ka bien voué cé boug la i ban nou coup la. Yo, yo kaille péché évè bouteille à oxygène évè fisil, et yo ka pillé cé fonds marins la»... cé yo, cé blanc la ki ka prend poisson en

«nou pa bisouin blan la sa vine gouvené nou ici, misè pou misè i vo mié cé nou ki gouvèné nou nou minme»...

Des pêcheurs étaient aussi en colère à cause du mépris du sous-préfet et de l'administrateur qui auraient dit que la foule qui était là n'était pas composée de marins pêcheurs mais de voyous, de gens venus pour causer du désordre.

Dans le courant de la matinée, Quilin, dirigeant syndical de FO et homme faisant plutôt la politique de la droite locale, s'était écrié dans le micro de Radio Unité «En sé on départementaliste, min en pé ké accepté ké pon ti blan vine ban lode ici»...

Lorsque ce dernier revint, avec la délégation des marins pêcheurs, il dit qu'ils avaient obtenu la promesse que des décisions seraient prises au conseil général, le lendemain. Les pêcheurs se rendirent alors ensemble au siège de leur syndicat pour y tenir une

### MARTINIQUE

### GRÈVE A SUNWIND ÉNERGIES

(Suite de la page 1)

qu'à dire ; "qu'ils ne donneront pas leur argent à des cons". ou encore : "qu'ils (les grévistes) se font tous conduire par un meneur" et leur mépris ne s'arrête pas là quand-ils affirment : "que la grève ne va pas tenir longtemps, les ouvriers ayant des dettes à payer"

Voilà l'ambiance que ces patrons font régner parmi les ouvriers. Ils pensent les décourager, en attaquant leur moral et en les abaissant.

Ils ont même poussés le cynisme jusqu'à dire qu'ils n'ont plus d'argent, dans l'entreprise alors qu'ils viennent d'ouvrir une usi-

ne en Guadeloupe et qu'en ce moment même ils ont entrepris d'agrandir leurs locaux de Petite-Cocotte à Ducos.

Néanmoins, tout cela n'a pas l'air d'affecter le moral des grévistes qui tiennent bon. Et pour le démontrer, ils ont ajouté à leurs revendications le paiement des jours

Bien loin de céder, leurs intentions sont de faire payer aux patrons chaque journée passée dans une attente inutile. Ainsi, les patrons Suisses seront bien plus vite découragés qu'eux.

#### **POUR VIVIÈS ET LA DROITE :** LES

#### PECHEURS UNE MASSE DE MANOEUVRE!

Les marins pêcheurs en colère réclament : l'abaissement et la réduction du mon-tant du rôle (qui s'élève actuellement à 5000 Frs par semestre pour un pêcheur de troisième catégorie, une prime sur le carburant (l'essence grève beaucoup leur budget), la possibilité de pêcher dans beaucoup les eaux d'Antigua avec des filets à mailles larges pour favoriser la reproduction, la réduction des charges sociales.

Signalons qu'aussitôt apres la manifestation des pêcheurs le préfet annonçait que la détaxe de l'essence pour les pêcheurs étaient acquise.

Comme quoi, il est toujours plus efficace de se battre pour obtenir ce qu'on veut, que de rester passif.

Mais le problème des pêcheurs est aussi l'occasion pour un certain nombre d'hommes politiques de la droite de se manifester en vue des prochaines élections à l'Assemblée unique et aux Municipales.

C'est ainsi que les Quillin (RPR) Viviès et Michaux-Chevry n'ont pas manqué de chevaucher le problème des pêcheurs pour en faire une machine de guerre contre le gouvernement de gauche.

Mais il faut admettre que ce gouvernement a tout fait pour qu'il en soit ainsi. Il n'y a qu'à voir l'attitude du sous-préfet Hugodot!

Mais les petits pêcheurs n'ont peutêtre pas intérêt à lier leur sort aux menées politiques des Viviès, Michaux-Chevry et Cie. Car ceux-ci ne voient dans leur mouvement qu'une occasion intéressante de pousser en avant leurs intérêts électoraux.

Compter sur ses propres forces, se méfier des politiciens de droite comme de gauche c'est finalement. ce qui peut pour les petits pêcheurs le plus efficace et le plus sûr.

### **ÉCHOS DES ENTREPRISES**

#### **GUADELOUPE AÉROPORT**

#### **AVIATION CIVILE: EXIGEONS LE** RECRUTEMENT IMMÉDIAT DE **DEUX AGENTS.**

Le manque de personnel commence à se faire sentir au Bureau de piste : un collègue vient d'être muté et va partir incessamment, une autre est sérieusement malade, une troisième sera bientôt en congé de maternité.

Il suffira qu'un autre agent soit malade pour qu'on ne puisse plus assurer normalement le service. Quant aux congés, l'administration nous demande d'éviter de les prendre pendant la période de fin d'année !

Le problème pourrait être résolu en embauchant immédiatement deux nouveaux agents. Mais jusqu'à ce jour, le concours n'est pas encore organisé, alors que depuis plusieurs mois on sait qu'il y aura un poste vacant. Cela est dû en partie au fait que la direction régionale, en Martinique, fait de la décentralisation. . . en marche arrière !

En effet, le concours était d'habitude organisé au niveau du district Guadeloupe. Cette fois, la DRAC a décidé de prendre les choses en main. . . et comme sœur Anne, on ne voit toujours rien venir.

En tous cas, qu'ils se dépêchent, car nous n'accepterons pas de faire fonctionner le Bureau de Piste avec un effectif insuffisant.

#### **AIR FRANCE: LES MESQUINERIES** DU CHEF D'ESCALE.

Les agents de l'Aviation Civile de Martinique peuvent bénéficier de vols gratuits sur Pointe-à-Pitre. C'était aussi le cas pour nous au Raizet l'an passé.

Cet avantage a été supprimé on ne sait trop pourquoi. Sur demande de certains d'entre nous, la direction du district a posé la question au chef d'escale d'Air France. Celui-ci a réitéré son refus, en précisant qu'il ne s'agissait pas d'un droit.

Voilà la réaction typique d'un petit chef blanc qui aime montrer qu'il peut «couper et hacher» selon son bon plaisir. Qu'il

n'oublie pourtant pas, en tant que «chef d'escale», qu'une escale est, par définition, provisoire.

#### AIR FRANCE: AUCUNE AMÉLIORA-TION DES VOL VACANCES.

vacances. Les passagers de ces vols là n'auront plus à prendre leur repas sous le bras en entrant dans l'avion. Ces derniers seront servis au cours du vol.

tous les vols vacances d'Air-France. . . en Europe et en direction d'Afrique du Nord, mais pas sur les lignes des Antilles!

Vraiment Air-France se moque des pasagers. On aurait pu penser que si amélioration il y a, elle serait appliquée aussi sur les lignes des Antilles.

Eh bien non! Air-France a le monopole entre Paris et les Antilles. Alors, elle se fiche des conditions de voyage, car elle est sure que nous sommes obligés d'utiliser ses avions.

#### BNP GUADELOUPE

#### BNP SERVICE U.A. : UN CHEF DE SERVICE PLUS SOUCIEUX DE SA RÉPUTATION QUE DE NOTRE SANTÉ.

Outre la moquette qui n'est pas souvent nettoyée et les bruits assourdissants des machines «POUF», l'Unité Administrative est encombrée de boites, de papiers de toutes sortes qui devraient être normalement aux archives.

Alors qu'elles étaient là depuis fort longtemps il a fallu une inspection de la direction générale pour que notre chef de service croit bon de les éparpiller un peu partout dans le service.

Résultat : nous avons été encore plus incommodés par la poussière. Si avant ces boites nous empêchaient

Air France a décidé d'améliorer ses vols

Cette amélioration sera appliquée sur

de circuler, leur déplacement a donc transformé cet inconvénient en un autre celui de nous faire tousser et éternuer.

Notre chef de service n'a-t-elle pas eu le courage de demander à la direction de mettre ces boîtes ailleurs ?

D'aucuns disent que cette dernière a exactement comme certains maires des communes qui n'agissent qu'à l'approche des élections.

#### PROTESTATION CONTRE UNE TEN-TATIVE DE LICENCIEMENT A LA BANQUE POPULAIRE (GUADELOU-

#### BANQUE POPULAIRE : NON AU LICENCIEMENT DE ABDALLAH.

Un employé de la Banque Populaire, travaillant à l'agence de Basse-Terre est de licenciement par la direction de cette banque.

On lui reproche d'avoir commis une faute que la direction qualifie de grave. Pour une simple faute la direction de la Banque Populaire décide froidement d'enlever à cet employé son gagne pain. Il sera licencié sans préavis ni indemnités. Ce fait est à la fois révoltant et scandaleux.

Parce que notre camarade aurait fait perdre quelques milliers de francs à la Banque Populaire, voilà les patrons de cette banque qui se croient autorisés à le priver définitivement de son travail.

Nos patrons eux-mêmes ne commettent-ils pas bien souvent des erreurs plus graves ?

Certains n'ont-ils pas même été mêlés à des scandales financiers qui ont défrayé la chronique?

Ont-ils été licenciés ? Ont-ils été poursuivis? La réponse vous la connaissez. Alors nous ne pouvons pas, nous, travailleurs des banques laisser licencier ABDALLAH sans

Il est des nôtres. En agissant tous ensemble nous pouvons faire reculer les dirigeants de la Banque Populaire et donner en même temps un sérieux avertissement aux patrons des banques en général.

#### BASSE-TERRE : LES EMPLOYÉS DE BANQUE RÉAGISSENT.

Dès l'annonce du licenciement d'AB-DALLAH les employés de banque de Basse-Terre, et plus particulièrement les délégués du Personnel de la Banque des Antilles Françaises, de la Banque Française et Commerciale, de la Banque Nationale de Paris, du Crédit Agricole ont décidé de réagir.

C'est ainsi qu'ils ont sorti un tract dans lequel ils dénoncent et condamnent énergiquement le comportement des patrons de la Banque Populaire et appellent tous les employés de banque à manifester leur soutien et leur solidarité à ABDALLAH.

Ceux des banques de Basse-Terre nous montrent la voie. Ils ont raison, c'est seulement notre action énergique et déterminée qui peut empêcher le licenciement de notre camarade.

#### QUELLE LEÇON TIRER DE LA MENACE DE LICENCIEMENT DE ABDALLAH.

Ce qui arrive aujourd'hui à notre camarade de la Banque Populaire est lourd de significations.

Les dirigeants de la Banque Populaire ont à coup sûr agi de la sorte parce qu'il n'y avait pas d'organisation syndicale active dans cette banque.

En effet, depuis quelque temps il n'y a ni délégués du Personnel, ni section syndica-

C'est donc parce qu'ils ont misé sur la passivité des employés qu'ils ont cru pouvoir agir ainsi. A nous d'en tirer toutes les lecons.

Moins nous serons organisés, moins nous serons déterminés à lutter, plus les patrons des banques nous réprimeront.

Si nous voulons que notre dignité de travailleurs soit respectée par ces derniers, il nous faut nous organiser et nous préparer quotidiennement à lutter

Extrait du Bulletin «La voix des employés de Banque».

## DES JEUNES REFUSENT DE FAIRE LE SERVICE MILITAIRE

Deux jeunes de Capesterre, Petro Fred et Cocoyer Louison ont refusé de faire leur service militaire. Ils étaient chômeurs et avaient décidé de cultiver la terre. Depuis deux ans ils participaient à une expérience agricole menée par un groupe de jeunes nationalistes de Capesterre (GRAJKA). La politique de ce groupe est d'organiser la «résistance» sur le plan économique. En s'adonnant à la culture, ils arrivaient à tenir le coup et à survivre. C'est pour ne pas perdre le fruit de leur travail que ces deux jeunes vont décider de ne pas aller perdre leur temps dans une caserne. C'est effectivement une perte de temps quand on sait que le service militaire n'apporte pas grand chose aux jeunes. Ceux d'entre eux qui ont trouvé du travail sont contraints de renoncer à leur emploi et cet emploi ils ne le retrouveront plus après le service militaire. Pour les jeunes, c'est donc une entrave supplémentaire qui est mise dans la recherche d'un emploi. Même lorsqu'ils reçoivent une formation professionnelle pendant leur service, cela ne leur garantit pas plus un emploi. Le service militaire étant obligatoire celui qui refuse de le faire peut être emprisonné. La plupart des jeunes choisissent donc, sous cette contrainte, de le faire.

Mais Cocoyer Louison et Pétro Fred ont refusé de courber la tête, ils ont refusé de se plier aux ordres militaires. C'est leur dignité qui les anime, leur sentiment de révolte, révolte contre une société qui n'offre aucune perspective aux jeunes, révolte contre uné société injuste qui n'offre pas les mêmes possibilités à tout le monde.

Dès le jeune âge on éduque un individu à l'obéissance. Le jeune doit obéir à ses parents, puis obéir au maître d'école, obéir au prêtre, à l'instruction religieuse.

Et quand il quitte l'école on lui demande de passer plusieurs mois dans une caserne où il doit obéir à la hiérarchie militaire. Les gradés qui lui donnent des ordres et lui prêchent la morale sont parfois ceux qui ont déjà donné l'ordre de tirer contre des peuples en lutte, ou ceux qui ont torturé en Indochine, en Algérie...

Tous ces chefs militaires dirigent l'armée coloniale, une armée sanquinaire qui a déjà "cassé du nègre".

C'est le même mépris raciste, la discrimination entre blancs et noirs que l'on retrouve à la caserne. Cette ambiance malsaine, de nombreux antillais s'en plaignent et la dénoncent.

C'est aussi contre tout cela que Pétro Fred et Louison Cocoyer ont dit : Non ! au service militaire dans l'armée coloniale !

Au sein de la jeunesse les mêmes sentiments existent. Ces sentiments pousseront-ils d'autres jeunes à agir comme Pétro Fred et Louison Cocoyer ? Samedi 13, plusieurs jeunes ont organisé des prises de paroles dans les rues de Pointe-à-Pitre, pour soutenir l'action des deux jeunes de Capesterre. Ils ont diffusé aussi des tracts dont nous diffusons quelques extraits.

# QUELQUES EXTRAITS DU TRACT DE SOUTIEN DE BIK A JENNÈS GWADLOUP

# (organisation nationaliste de jeunes Guadeloupéens)

..."Souvent l'armée française est présentée comme l'endroit où l'on devient un homme et où l'on apprend un métier. Depuis la création du S.M.A. dans les colonies, il est délivré des certificats professionnels faisant ainsi miroiter une possibilité d'emploi. Ces certificats d'utilité cachent mal que l'armée sert en réalité à contenir en permanence une masse importante de jeunes chômeurs.

... En effet cela n'a rien résolu...
Bien au contraire, le colonialisme
français qui ferme nos usines, dilapide nos
meilleures terres agricoles etc... utilise les
jeunes soldats guadeloupéens comme main
d'oeuvre gratuite pour la construction d'aérodromes, de routes militaires stratégiques,
etc...

... L'armée française est partout présente dans notre pays. Le colonialisme français compte actuellement chez nous des milliers d'hommes armés et des dizaines de tireurs d'élite. Lorsque la situation est plus grave, les appelés servent de "chair à canon" pour briser la lutte des peuples. Ainsi de nombreux jeunes guadeloupéens sont tombés sous le feu des patriotes indo-chinois et algériens qui défendaient leur pays contre l'agresseur impérialiste français...

Pétro Fred et Cocoyer Louison refusent de servir de caution au renforcement de cette armée au service du colonialisme français.

... Ils sont actuellement pour la loi française des insoumis. Leur action ne doit pas rester isolée. YO WOUVE ON CHI-MEN BAN NOU.

- Soutenons Pétro Fred et Cocoyer Louison!

 Non à l'embrigadement de la jeunese!

 Non au service militaire obligatoire
 Nou ve pa sevi on lawme ki la pou kyouye nou!

### BRESIL : DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES SELON LES MILITAIRES

Le 15 novembre, des élections générales se sont déroulées au Brésil. Ce pays connait depuis fort longtemps comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Amérique Latine, un régime de dictature militaire aujour-d'hui dirigé par le général Figueiredo.

Depuis la fin des années 1970, sous la pression de la bourgeoisie, le gouvernement s'était orienté vers des promesses d'ouverture politique". Bien sûr, il s'agissait d'une ouverture concernant la bourgeoisie, à laquelle certaines libertés étaient accordées, sur la presse, la formation de partis, le retour d'exilés politiques. Dans ce cadre, le gouvernement s'était engagé à organiser des élections, qui se sont donc déroulées le 15 novembre.

Mais le poids de la dictature reste très lourd, accru encore par le fait que le Brésil est plongé très profondément dans la crise économique, et que la classe ouvrière, malgré la répression , organise d'importants mouvements de grève comme en 1978 et 1980. Le régime en place a donc pris soin d'organiser les élections de manière à ne

pas voir sa domination mise en cause. Par exemple dans chaque état, les électeurs ont voté sans avoir pu entendre la campagne télévisée des candidats, car elle a été interdite, pour ne pas laisser s'exprimer l'opposition.

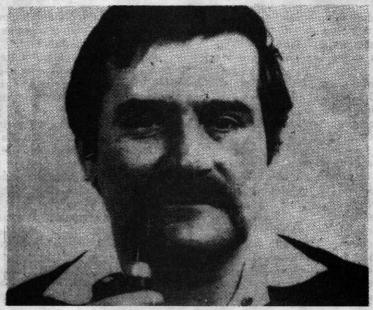
Il s'agit donc d'une parodie d'élections, qui ne reflète que partiellement et difficilement le climat social du pays.

Malgré cette pression de la dictature, la classe ouvrière s'est reconnue dans le Parti des Travailleurs, dirigé par un ancien ouvrier métallurgiste, Lula, connu depuis la fin des années 70 comme dirigeant syndical, et ayant participé à l'organisation des grandes greves de 1978 et 1980.

Ces grèves, qui ont mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs dans la grande ville de Sao Paulo, sous un régime extrèmement répressif, et aussi le fait que le parti des travailleurs ait pu imposer des candidats dans 21 des 23 états du Brésil, montrent la combativité et le dynamisme de la classe ouvrière brésilienne qui tient tête à la dictature.

**POLOGNE:** 

### LA LIBÉRATION LE LECH WALESA UN RECUL DE LA DICTATURE.



Apres un an d'emprisonnement Letch Walesa, le leader du syndicat Solidarité vient d'être libéré par le gouvernement Polonais dirigé par le Général Jaruzelski.

L'annonce de cette mise en liberté et la publication d'une lettre que Walesa a écrite au gouvernement peu de temps avant sa libération avaient alimenté les spéculations sur une éventuelle capitulation du dirigeant de Solidarité. C'est ainsi que l'ensemble des journalistes de la presse occidentale est resté aux aguets de toute déclaration venant de Walesa.

Ce dernier s'est il soumis ? a-t-il accepté l'idée de collaborer avec le pouvoir, au nom de l'"entente nationale" ?

Ses déclarations ne sont pas très nettes sur ce sujet bien qu'il ait déclaré qu'il n'était pas à genoux.

En libérant Walesa, le Général Jaruzelski a peut être fait un calcul politique simple qui se situe dans la recherche de la paix sociale avec l'aide éventuelle de Walesa. C'est ainsi que toute une série d'événements survenus coup sur coup viennent renforcer cette tendance. Les plus significatifs d'entre eux restent cependant le rapprochement avec l'église, la libération de Walesa et l'éventuelle levée de l'état de

siège prévue pour dans deux mois. Et cette paix sociale que recherche Jaruzelski, il ne pourrait pas l'obtenir en maintenant Walesa en prison et d'ailleurs cela avait plutôt un effet contraire, dans la mesure ou tout le mécontentement populaire se cristallisait autour de la lutte pour la mise en liberté de ce dernier. C'est donc que Walesa en prison semblait encore plus dangereux que Walesa en liberté. Et ce, d'autant plus que celui-ci à peine libéré n'a pas cessé d'affirmer son intention de respecter la légalité. Il n'empêche que cela constitue un recul de Jaruzelski devant la classe ouvière qui ne s'est jamais laissée domestiquée par la dictature.

A l'heure ou nous écrivons, rien ne permet de dire si oui ou non le général dictateur gagnera son pari,.

Cependant l'expérience du peuple polonais est riche de plusieurs mois de lutte contre le régime dictatorial actuel, il a déjà prouvé qu'il savait résister à la dictature. Et ces milliers de travailleurs qui luttent depuis si longtemps pour une amélioration de leurs conditions d'existence n'accepteront sûrement pas facilement d'être les dindons d'une éventuelle farce.

ÉMIGRATION :

### LES MÉTHODES BRUTALES DES CONTRÔLEURS DANS LE MÉTRO CONTRE UNE ANTILLAISE

Le 16 Octobre 1982, une jeune ANTIL-LAISE a été prise à partie par des contrôleurs à la station AUBER. Ayant les deux mains chargées elle n'a pas introduit son tiket magnétique dans l'appareil de contrôle.

A ce moment, 4 contrôleurs lui ont barré systématiquement la route et lui ont demandé sa carte d'identité. Elle refusa parce qu'elle ne voyait aucun rapport avec sa carte orange, en leur précisant qu'elle était à jour. Alors les contrôleurs firent appel à la police par téléphone et en lui confisquant son coupon de carte orange de force et prenant ainsi comme prétexte qu'il n'y avait pas de numéro inscrit dessus.

Quelques curieux se sont approchés, et un immigré et 2 françaises qui avait assisté à la scène ont trouvé cela injuste de la part des contrôleurs. Ceci n'a pas intimidé les contrôleurs qui sont partis en emportant le coupon dans un local de surveillance. L'AN-TILLAISE s'est retrouvée cette fois toute seule dans le local entourée des 4 contrôleurs, dont l'un a osé la menacer de la gifler et de lui infliger un coup de pied : C'EST UNE ATTITUDE RACISTE.

Bien sûr, elle n'a pas accepté cette menace et a répondu qu'elle ne se laissera pas faire. A l'arrivée de 3 policiers et après vérification d'identité, elle a voulu leur prouver qu'elle avait bien acheté son coupon en montrant le talon du chèque. Malgré tout, les contrôleurs appuyés cette fois par les policiers, n'ont pas voulu le lui rendre. Et de plus, elle s'est retrouvée avec une amende à payer. L'ANTILLAISE en colère est partie en leur disant qu'elle n'avait pas l'intention d'acheter un nouveau coupon. Et elle a décidé de porter plainte.

Rappelons, qu'une publicité méprisante de la RATP a été faite au cours de la première quinzaine de SEPTEMBRE, qui traitait les voyageurs qui fraudaient de "VOLEURS COMME DES RATS" et "RAPACES COMME LES VAUTOURS". Peut-être, certains contröleurs depuis sont atteints au cerveau de "DELIRIUM TREMENS".

De plus, ce n'est pas la première fois que des contrôleurs menacent des voyageurs notamment des jeunes et surtout des immigrés d'une façon méprisante. Ils ont profité de l'absence sans aucun doute d'ANTILLAIS, D'IMMIGRÉS, et surtout d'une très faible réaction des voyageurs, pour s'attaquer plus durement à cette compatriote.

Noël Cantius.

#### -COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728